

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1432

[2012/202639]

3 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article D.317;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 25 janvier 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 mai 2012;

Vu l'avis 51.092/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} de la partie III, le chapitre VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau comportant les articles R.292 à R.297 est abrogé.

Art. 2. L'article R.410 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Ministre nomme les membres du Comité d'experts en fonction de leur compétence technique dans le domaine traité. Le Comité est composé :

1^o d'un représentant du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

2^o de deux experts choisis par le Ministre dans le corps académique ou scientifique des Facultés des sciences ou des sciences appliquées implantées en Wallonie;

3^o de deux représentants issus des associations représentatives dans la conception, la fabrication et l'installation des systèmes d'épuration individuelle;

4^o d'un représentant issu des associations représentatives dans la formation à l'installation et au fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle;

5^o de deux représentants d'Aquawal;

6^o de deux représentants de la S.P.G.E.;

7^o d'un représentant du Ministre.

Chacun des organismes et associations visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré choisis en fonction de leur compétence technique dans le domaine traité et de leur disponibilité.

Le Ministre désigne parmi les membres du Comité d'experts le président et le vice-président.

Le mandat des membres du Comité court à partir de la date de la notification de l'arrêté portant leur nomination. Il est renouvelable.

§ 2. Les membres du Comité sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction, pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

En cas d'empêchement du président, le Comité est présidé par le vice-président du Comité, en attendant la désignation par le Ministre d'un nouveau président.

§ 3. Les membres du Comité sont tenus à la confidentialité de leurs travaux.

§ 4. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et disposant d'une voix délibérative. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 5. Le siège du Comité est fixé à l'adresse du secrétariat.

§ 6. Le Comité établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au Gouvernement. »

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article R.410-1 rédigé comme suit :

« Le Comité d'experts a pour mission :

1^o d'examiner et d'évaluer les demandes d'agrément, de renouvellement et de retrait d'agrément des systèmes d'épuration conformément aux articles R.411 à R.417;

2^o de soumettre au Ministre des recommandations sur les mécanismes de fonctionnement et de contrôle des systèmes d'épuration individuelle.

Le Comité est assisté, pour l'exécution de ses missions, par du personnel disposant des qualifications adéquates et reconnu pour sa maîtrise des matières liées à l'épuration des eaux. »

Art. 4. Dans l'article R.411 du même Code, le paragraphe 3 est complété par les mots « ainsi que le rapport résultant du marquage CE pour les types et tailles de systèmes d'épuration individuelle pour lesquels le marquage CE est obligatoire. »

Art. 5. Dans l'article R.412 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dix jours » sont remplacés par les mots « vingt jours »;

2^o le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité remet son avis motivé au Ministre dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet.

Au cours de l'examen, le comité d'experts peut exiger du demandeur toutes les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour conduire à bien sa mission. »

Art. 6. Dans l'article R.413, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité est informé de toute modification apportée par un fabricant à un système d'épuration agréé et juge de l'opportunité d'imposer une nouvelle demande d'agrément. »

Art. 7. L'article R.416 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément est valable cinq ans. Le Comité peut accéder aux sites de fabrication lors de l'instruction de la demande d'agrément et durant la période de validité de celui-ci afin de vérifier l'adéquation entre les systèmes d'épuration individuelle tels que présentés dans le dossier de demande d'agrément et les systèmes en cours de fabrication, en stock et en sortie de chaîne d'assemblage.

Lorsqu'il apparaît que le système d'épuration ne répond plus aux conditions d'agrément fixées à l'annexe XLVII le Ministre peut procéder au retrait d'agrément sur avis conforme du Comité. Le Comité remet son avis après avoir invité le fabricant ou l'exploitant sous licence à faire valoir ses explications. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant le renouvellement du Comité.

Art. 9. Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 mai 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1432

[2012/202639]

3. MAI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere seines Artikels D.317;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des am 25. Januar 2012 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 27. März 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Mai 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. April 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.092/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I des Teils III wird Kapitel VII, welches die Artikel R.292 bis R.297 umfasst, vom Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - Artikel R.410 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

§ 1. Der Minister ernennt die Mitglieder des Sachverständigenausschusses aufgrund ihrer technischen Fachkenntnis in dem betreffenden Bereich. Dieser Ausschuss setzt sich aus den folgenden Personen zusammen:

1^o einem Vertreter der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2^o zwei Sachverständigen, die von dem Minister innerhalb des akademischen oder wissenschaftlichen Kollegiums der in der Wallonischen Region ansässigen Fakultäten für Wissenschaften oder angewandte Wissenschaften ausgewählt wurden;

3^o zwei Vertretern aus repräsentativen Vereinigungen im Bereich der Entwicklung, Herstellung und Einrichtung von individuellen Klärsystemen;

4^o einem Vertreter aus repräsentativen Vereinigungen im Bereich der Ausbildung bezüglich Einrichtung und Betriebsweise von individuellen Klärsystemen;

5^o zwei Vertretern von Aquawal;

6^o zwei Vertretern der S.P.G.E. ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung));

7^o einem Vertreter des Ministers.

Alle unter Absatz 1, 1^o bis 6^o genannten Organe und Vereinigungen stellen dem Minister je eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Kandidaten pro verliehenes Mandat vor, die aufgrund ihrer technischen Fachkenntnis in dem betreffenden Bereich und aufgrund ihrer Verfügbarkeit ausgewählt wurden.

Der Minister benennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden unter den Mitgliedern des Sachverständigenausschusses.

Das Mandat der Mitglieder des Sachverständigenausschusses läuft ab dem Datum der Zustellung des Erlasses zu deren Ernennung. Es ist erneuerbar.

§ 2. Im Falle einer unmöglichen Ausübung ihres Amtes, einer schweren Verfehlung oder des Verlusts der Eigenschaft, aufgrund deren sie ernannt wurden, können die Mitglieder des Ausschusses jederzeit abberufen werden.

Bei Verhinderung des Vorsitzenden wird der Vorsitz des Ausschusses bis zur Ernennung eines neuen Vorsitzenden durch den Minister von dem stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

§ 3. Die Mitglieder des Ausschusses sind zur Geheimhaltung ihrer Arbeiten verpflichtet.

§ 4. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder, die über eine beschließende Stimme verfügen, gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 5. Der Sitz des Ausschusses wird unter der Adresse des Sekretariats festgelegt.

§ 6. Der Ausschuss stellt eine allgemeine Dienstordnung auf, die er der Regierung zur Genehmigung unterbreitet."

Art. 3 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel R.410-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Sachverständigenausschuss hat zur Aufgabe:

1° die Anträge auf Zulassung, Erneuerung und Entzug der Zulassung der Klärsysteme gemäß den Artikeln R.411 bis R.417 zu prüfen und zu bewerten;

2° dem Minister die Empfehlungen bezüglich der Betriebs- und Kontrollmechanismen der individuellen Klärsysteme zu unterbreiten.

Für die Ausführung seiner Aufgaben wird der Ausschuss durch entsprechend qualifiziertes, aufgrund seiner Beherrschung der mit der Wasserklärung verbundenen Angelegenheiten zugelassenes Personal unterstützt."

Art. 4 - In Artikel R.411 desselben Gesetzbuches wird § 3 durch den Wortlaut ", sowie der Bericht infolge der CE-Kennzeichnung für die Arten und Größen der individuellen Klärsysteme, für die die CE-Kennzeichnung erforderlich ist." ergänzt.

Art. 5 - Artikel R.412 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

1° In § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "zehn Werktagen" durch den Wortlaut "zwanzig Werktagen" ersetzt;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt :

"Der Ausschuss stellt dem Minister innerhalb von drei Monaten nach dem Eingang der vollständigen Akte sein begründetes Gutachten aus.

Im Laufe der Überprüfung kann der Sachverständigenausschuss von dem Antragsteller alle zusätzlichen Informationen erfordern, die er für die erfolgreiche Durchführung seiner Aufgabe als unerlässlich betrachtet."

Art. 6 - In Artikel R.413, § 1 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt :

"Der Ausschuss ist über jegliche, durch einen Hersteller vorgenommene Änderung eines zugelassenen Klärsystems zu informieren und befindet über die Zweckmäßigkeit der Inanspruchnahme eines neuen Zulassungsantrags."

Art. 7 - Artikel R.416 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Zulassung bleibt fünf Jahre lang gültig. Während der Untersuchung des Zulassungsantrags und während des Gültigkeitszeitraums einer gewährten Zulassung wird dem Ausschuss der Zugang zu den Herstellungsstätten gewährt, um die Übereinstimmung der individuellen Klärsysteme, so wie sie in der Akte für den Zulassungsantrag dargestellt werden, mit den Systemen während des Herstellungsprozesses, im Lagervorrat und nach dem Montageband zu überprüfen.

Falls es sich herausstellt, dass das Klärungssystem den in der Anlage XLVII festgelegten Zulassungsbedingungen nicht mehr nachkommt, kann der Minister die Zulassung auf gleichlautendes Gutachten des Ausschusses entziehen. Erst nachdem er den Hersteller oder den über eine Lizenz verfügenden Betreiber dazu aufgefordert hat, seine Erklärungen geltend zu machen, stellt der Ausschuss sein Gutachten aus."

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach der Erneuerung des Ausschusses in Kraft.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Mai 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1432

[2012/202639]

3 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.317;

Gelet op het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 25 januari 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 mei 2012;

Gelet op het advies nr. 51.092/4 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van deel III wordt hoofdstuk VII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en dat de artikelen R.292 tot R.297 bevat, opgeheven.

Art. 2. Artikel R.410 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De Minister benoemt de leden van het Comité van deskundigen die aangewezen worden op grond van hun technische kennis van de behandelde materie. Het Comité bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° twee deskundigen gekozen door de Minister uit het academisch of wetenschappelijk personeel van de Faculteiten wetenschappen of toegepaste wetenschappen gevestigd in Wallonië;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen in het ontwerp, de bouw en de installatie van individuele zuiveringssystemen;

4° een vertegenwoordiger van de representatieve verenigingen in de opleiding tot de installatie en werking van individuele zuiveringssystemen;

5° twee vertegenwoordigers van "Aquawal";

6° twee vertegenwoordigers van de "S.P.G.E." (Openbare Dienst Waterbeheer);

7° een vertegenwoordiger van de Minister.

Elke instelling of vereniging bedoeld in het eerste lid, 1° tot 6°, legt de Minister, per toegekend mandaat, een dubbele lijst over van gewone en plaatsvervangende kandidaten die gekozen zijn in functie van hun technische kennis van de behandelde materie en van hun beschikbaarheid.

Onder de leden van het Comité van deskundigen wijst de Minister de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

Het mandaat van de leden van het Comité begint te lopen vanaf de datum van kennisgeving van het besluit waarbij ze worden benoemd. Het kan verlengd worden.

§ 2. De leden van het Comité kunnen elk ogenblik ontslagen worden als ze in de onmogelijkheid verkeren hun functie uit te oefenen, wegens een ernstige fout of bij verlies van de hoedanigheid waarin ze benoemd werden.

Bij verhindering van de voorzitter wordt het Comité door de ondervoorzitter van het Comité voorgezeten in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe voorzitter door de Minister.

§ 3. De leden van het comité moeten het vertrouwelijke karakter van de werkzaamheden in acht nemen.

§ 4. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 5. De zetel van het Comité is gevestigd op het adres van het secretariaat.

§ 6. Het Comité maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor."

Art. 3. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel R.410-1, luidend als volgt :

"De opdracht van het Comité van deskundigen bestaat erin :

1° de aanvragen tot erkenning, verlenging en intrekking van de erkenning van de zuiveringssystemen overeenkomstig de artikelen R.411 tot en met R.417 te onderzoeken en te beoordelen;

2° de Minister aanbevelingen te doen over de werkings- en controlemechanismen inzake de individuele zuiveringssystemen.

Om zijn opdrachten te vervullen, wordt het Comité bijgestaan door personeel dat de vereiste kwalificaties heeft en erkend is voor zijn bevoegdheden inzake waterzuivering."

Art. 4. In artikel R.411 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 3 aangevuld met de volgende woorden " alsook het verslag voortvloeiende uit de EG-label voor de typen en maten van individuele zuiveringssystemen waarvoor een EG-label verplicht is."

Art. 5. In artikel R.412 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "tien werkdagen" vervangen door de woorden "twintig werkdagen";

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

"Het Comité geeft de Minister een met redenen omkleed advies binnen drie maanden na ontvangst van het volledig dossier.

Tijdens het onderzoek kan het comité van deskundigen van de aanvrager elke bijkomende informatie eisen die hij nodig acht om zijn opdracht te vervullen."

Art. 6. In artikel R.413, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Het comité wordt ingelicht over iedere wijziging aangebracht door een producent aan een erkend zuivering-systeem en beslist of een nieuwe erkenningsaanvraag ingediend moet worden."

Art. 7. Artikel R.416 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"De erkenning geldt vijf jaar. Het Comité heeft toegang tot de fabricageplaatsen tijdens de behandeling van de erkenningsaanvraag en tijdens de geldigheidsduur van de erkenning om de adequatie na te gaan tussen de individuele zuiveringssystemen zoals ze zijn weergegeven in het erkenningsaanvraagdossier en de systemen in bewerking, in voorraad en aan de uitgang van de assemblageketen.

Indien blijkt dat het zuiveringssysteem niet meer voldoet aan de erkenningsnormen van de bijlagen XLVII, kan de Minister de erkenning intrekken na eensluidend advies van het Comité. Het Comité brengt zijn advies uit na de producent of de gemachtigde exploitant te hebben opgeroepen om uitleg te geven."

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag die volgt op de vernieuwing van het Comité.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 3 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY